

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand ;
Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2014 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)

article budgétaire	allocation de base	type de crédit	de		vers	
			CE	CL	CE	CL
VR0-1VBA2Z-PR	VR0 VB000 0100	CE	327			
VR0-1VBA2Z-PR	VR0 VB000 0100	CL		327		
VR0-1VEA2Z-WT	VR0 VE003 1211	CE			327	
VR0-1VEA2Z-WT	VR0 VE003 1211	CL				327
total			327	327	327	327

Règles de redistribution entre des types de crédit :

(1) CL = crédit corrélatif (CE/CL) ;

(2) CE = AUT.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Le Ministre-Président du Gouvernement flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 novembre 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Énergie,

A. TURTELBOOM

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29767]

12 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 septembre 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 13 octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 6 octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 2 octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 30 septembre 2014;

Vu le protocole n° 445 du Comité de Secteur XVII, conclu le 25 septembre 2014;

Vu l'urgence motivée par le fait que ce projet d'arrêté à pour objet d'intégrer le personnel dirigeant de la Direction générale des Maisons de Justice du SPF Justice, Direction générale qui est transférée au sein des services de la Communauté française dans le cadre de la sixième réforme institutionnelle, dans le régime de mandats en vigueur au sein de la Communauté française. La date du transfert du personnel étant fixée au 1^{er} janvier 2015, il est urgent que le présent projet d'arrêté puisse entrer en vigueur à cette même date afin que les futurs mandataires puissent être désignés immédiatement après leur transfert.

Vu l'avis n° 56.755/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, sont ajoutés un 8^o et 9^o rédigés comme suit :

« 8^o de la Directrice générale de la Direction générale des Maisons de Justice, transférée des services du Gouvernement de l'Etat fédéral vers les services du Gouvernement de la Communauté française en raison de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat à la condition qu'au moment de son transfert, elle soit titulaire d'une mention d'évaluation lui permettant de poursuivre son mandat;

9^o des fonctionnaires généraux dirigeants de la Direction régional sud des Maisons de Justice et du Centre National de Surveillance Electronique de la Direction générale des Maisons de Justice transférés des services du Gouvernement de l'Etat fédéral vers les services du Gouvernement de la Communauté française en raison de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat à la condition qu'au moment de leur transfert, ils ne soient pas titulaires d'une mention d'évaluation d'un niveau inférieur à favorable. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 55*bis* rédigé comme suit :

« Art.55*bis*. § 1^{er}. La Directrice générale de la Direction générale des Maisons de Justice ayant fait l'objet d'un transfert des services du Gouvernement de l'Etat fédéral vers les services du Gouvernement de la Communauté française, poursuit son mandat jusqu'au terme prévu par son arrêté de nomination.

Le Gouvernement peut, par décision motivée, prolonger la durée du mandat visé à l'alinéa précédent jusqu'à la date d'échéance des mandats fixée par l'article 22, alinéa 1^{er}, du présent arrêté. La mandataire conserve, pendant la durée de cette prolongation, son traitement ainsi que tout avantage pécuniaire attaché à son mandat initial.

§ 2. La Directrice générale de la Direction générale des Maisons de Justice sera évaluée par le Gouvernement de la Communauté française au plus tard le 1^{er} juillet 2018.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} est effectuée selon les modalités fixées par les articles 33 et suivants du présent arrêté.

L'évaluation porte sur la façon dont la mandataire s'est acquittée des missions de gestions reprises dans le plan de management et le plan opérationnel tels qu'ils ont été définis entre la mandataire et son service d'origine.

§ 3. Les fonctionnaires généraux dirigeants de la Direction régional sud des Maisons de Justice et du Centre National de Surveillance Electronique sont, moyennant leur accord, désignés par mandat dans la fonction correspondante à celle qu'ils exerçaient au moment de leur transfert à la condition qu'ils soient intégrés dans le « pool de candidats » visé à l'article 14, alinéa 3, 9^o du présent arrêté.

La désignation des mandataires visés à l'alinéa précédent intervient au plus tard le 31 juillet 2015. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29767]

12 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 september 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 september 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 25 september 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 6 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC), gegeven op 2 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor de vorming gedurende de loopbaan), gegeven op 30 september 2014;

Gelet op het protocol nr. 445 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 25 september 2014;

Gelet op de urgentie, gemotiveerd door het feit dat dit ontwerp van besluit tot doel heeft het leidend personeel van het Directoraat-generaal Justitiehuisen van de FOD Justitie, dat naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van de zesde staatshervorming wordt overgedragen, op te nemen in de mandatenregeling die in de Franse Gemeenschap geldt. Daar de datum voor de overdracht van het personeel op 1 januari 2015 wordt vastgelegd, moet dit besluit op diezelfde datum in werking kunnen treden, opdat de toekomstige mandaathouders onmiddellijk na hun overdracht zouden kunnen worden aangesteld;

Gelet op het advies nr. 56.755/2 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 14, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de punten 8° en 9° toegevoegd, luidend als volgt :

“8° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Justitiehuisen, overgedragen van de diensten van de Regering van de Federale Staat naar de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van de uitvoering van de zesde staatshervorming, op voorwaarde dat hij titularis is van een evaluatievermelding die hem toelaat zijn mandaat voort te zetten;

9° de leidende ambtenaren-generaal van de Regionale Directie Zuid van de Justitiehuisen en van het Nationaal Centrum Elektronisch Toezicht van het Directoraat-generaal Justitiehuisen, overgedragen van de diensten van de Regering van de Federale Staat naar de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van de uitvoering van de zesde staatshervorming, op voorwaarde dat zij, op de datum van hun overdracht, geen titularis zijn van een evaluatievermelding van een lager niveau dan het niveau "gunstig".”.

Art. 2. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 55*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 55*bis*, § 1. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Justitiehuisen, overgedragen van de diensten van de Regering van de Federale Staat naar de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zet zijn mandaat voort tot de datum die bij zijn benoemingsbesluit werd vastgesteld.

Bij een met redenen omklede beslissing, kan de Regering de duur van het in het vorige lid bedoelde mandaat verlengen tot de vervaldatum van de mandaten die in artikel 22, eerste lid van dit besluit bepaald wordt. De mandaathouder behoudt, gedurende de periode van die verlenging, zijn wedde alsook elk geldelijk voordeel dat gepaard gaat met zijn oorspronkelijke mandaat.

§ 2. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Justitiehuisen wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk op 1 juli 2018 geëvalueerd.

De in het eerste lid bedoelde evaluatie wordt uitgevoerd volgens de door de artikelen 33 en volgende van dit besluit nader te bepalen regels.

De evaluatie heeft betrekking op de wijze waarop de mandaathouder de beheersopdrachten heeft uitgevoerd die worden opgenomen in het managementplan en het operationeel plan, zoals die werden bepaald tussen de mandaathouder en zijn oorspronkelijke dienst.

§ 3. De leidende ambtenaren-generaal van de Regionale Directie Zuid van de Justitehuizen en van het Nationaal Centrum Elektronisch Toezicht worden, met hun toestemming, bij mandaat aangesteld in het ambt dat overeenstemt met het ambt dat ze op de datum van hun overdracht uitoefenden op voorwaarde dat ze in de pool van kandidaten bedoeld in artikel 14, derde lid, 9°, van dit besluit opgenomen zijn.

De in het vorige lid bedoelde mandaathouders worden uiterlijk op 31 juli 2015 aangesteld.”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2014/207166]

**31. MÄRZ 2014 — Dekret über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen
Erratum**

Die Überschrift der französischen Übersetzung des vorgenannten Dekrets, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juli 2014, Seite 55104, veröffentlicht worden ist, ist wie folgt zu ersetzen:

« 31 MARS 2014. — Décret relatif au centre pour le développement sain des enfants et des jeunes »

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2014/207166]

**31 MARS 2014. — Décret portant création d'un centre pour le développement sain des enfants et des jeunes
Erratum**

L'intitulé de la traduction française du décret susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 23 juillet 2014, page 55104, doit être remplacé comme suit :

« 31 MARS 2014. — Décret relatif au centre pour le développement sain des enfants et des jeunes »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2014/207166]

**31 MAART 2014. — Decreet betreffende het centrum voor de gezonde ontwikkeling van kinderen en jongeren
Erratum**

Het opschrift van de Franse vertaling van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 2014, blz. 55104, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

« 31 MARS 2014. — Décret relatif au centre pour le développement sain des enfants et des jeunes »

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2014/207167]

17. APRIL 2014 — Erlass der Regierung zur endgültigen Unterschutzstellung des Saxby Stellwerks Cab. SII als Denkmal und der gesamten Anlage des Bahnhofs in Raeren als Ensemble — Erratum

Im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. August 2014 wird die Anlage in der französischen Übersetzung (S. 64377) des Erlasses der Regierung vom 17. April 2014 zur endgültigen Unterschutzstellung des Saxby Stellwerks Cab. SII als Denkmal und der gesamten Anlage des Bahnhofs in Raeren als Ensemble wie folgt ersetzt: